

Tourisme (page 3)

Un secteur qui peine à décoller



Le tourisme burundais peine à devenir un véritable levier d'une croissance économique.

ECONOMIE	COMMERCE	ENERGIE
 Inflation Le coût de la vie reste élevé malgré le niveau d'inflation en mode decrescendo (page 2)	 Fournitures scolaires Bujumbura : les fournitures scolaires déjà au cœur des dépenses (page 4)	 Secteur minier Secteur minier : entre opacité, résistances et enjeux nationaux (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial Tirer profit des minerais à tout prix



Mélance Maniragaba, Rédacteur en chef.

Il est souvent affirmé que la richesse du sous-sol en ressources minières constitue un atout majeur pour accroître les recettes nationales à condition d'assurer une commercialisation transparente et rigoureusement encadrée. Dans de telles conditions, les paroles doivent se traduire en actes.

Sur le papier, il s'agit d'une perspective encourageante. Le pays dispose de ressources minières susceptibles de contribuer significativement à la transformation de son économie et au financement de son développement.

Mais une question essentielle demeure : comment transformer les souhaits en réalités ?

Il ne suffit pas d'extraire nos minerais et de les exporter à l'état brut pour espérer tirer pleinement profit de cette richesse. L'enjeu véritable consiste à transformer nos ressources naturelles en valeur ajoutée, en emplois, en compétences et en recettes durables pour l'Etat.

Dans l'état actuel du pays, la priorité devrait être de mettre progressivement en place les capacités techniques et industrielles nécessaires à la transformation locale des minerais. Cela suppose des investissements dans les laboratoires d'analyse,

dans les équipements modernes, dans la formation des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers spécialisés, mais aussi dans l'énergie, les infrastructures et les technologies adaptées.

La question n'est donc plus seulement de savoir combien de tonnes de minerais nous pouvons extraire, mais surtout de déterminer quelle part de la chaîne de valeur nous pouvons maîtriser au niveau national.

Pourquoi exporter un minerai brut lorsque certaines étapes de son traitement pourraient être réalisées localement ? Pourquoi ne pas développer progressivement des unités capables de produire des concentrés, des matériaux semi-finis voire, à terme, certains produits finis ? C'est précisément à ce niveau que se trouve une grande partie de la valeur économique.

Bien entendu, le pays ne peut pas, du jour au lendemain, construire une industrie minière entièrement

intégrée. Une telle ambition exige du temps, des capitaux, des technologies et des partenariats solides. Toutefois, il faut commencer quelque part.

Le véritable défi consiste donc à définir une feuille de route réaliste : déterminer les minerais à transformer en priorité, fixer le niveau de transformation à atteindre dans un premier temps, identifier les infrastructures prioritaires, développer les compétences nécessaires et négocier des partenariats technologiques tout en préservant nos intérêts nationaux.

Si par exemple le ministère en charge des mines doit effectivement contribuer à hauteur de 50 % au budget national voire plus, une partie des revenus générés par ce secteur devrait servir à financer les capacités nécessaires à la montée progressive du pays dans la chaîne de valeur minière.

Le pays ne doit pas se limiter à l'extraction et à l'exportation des

richesses de son sous-sol. Il doit progressivement développer ses capacités de transformation, fabriquer davantage de produits à valeur ajoutée, créer des emplois et accroître la valeur de ses exportations.

Les minerais peuvent représenter une chance historique. Mais cette chance ne deviendra un véritable levier de développement que si le pays passe de la simple exploitation de ses ressources à une véritable politique de transformation industrielle.

La question n'est donc pas seulement : « combien nos minerais peuvent-ils rapporter ? ». Elle est surtout : « Combien de valeur ajoutée pouvons-nous créer nous-mêmes à partir de nos minerais ? »

C'est à cette question que les autorités devront désormais apporter des réponses concrètes.

ECONOMIE

Le coût de la vie reste élevé malgré le niveau d'inflation en mode decrescendo

Le niveau d'inflation va decrescendo. Pour le mois de juillet 2026, l'inflation en moyenne annuelle est fixée à 16,2% contre plus de 18% au mois de juin 2026. Pourtant, les consommateurs déplorent que le cout de la vie reste élevé. L'accès à certains produits et services reste difficile suite à leur cherté.

L'inflation en moyenne annuelle de juillet 2026 s'établit à 16,2% contre 18,4% en juin 2026. Cette inflation de 16,2% est due aux prix des produits alimentaires qui enregistrent une hausse de 12,2%. Cela est précisé par l'Institut National des Statistiques au Burundi (INSBu).

Ce sont principalement les pains et les céréales qui enregistrent une hausse de 17,5% composés essentiellement du riz en hausse de 29,8% et des produits de la pâtisserie en hausse de 23,3%, les légumes qui enregistrent une hausse de 8,3% composés essentiellement de tubercules frais et de légumes frais en fruit ou racines en hausse respectivement de 11,5% et 25,4%.

Et d'ajouter les poissons et les fruits de mer qui enregistrent une hausse de 10,5% composés essentiellement de poissons frais en hausse de 12,6%, les viandes qui enregistrent une hausse de 18,2% composées essentiellement de viandes de bœuf



L'inflation en moyenne annuelle de juillet 2026 s'établit à 16,2% contre 18,4% en juin 2026. Cette inflation de 16,2% est due aux prix des produits alimentaires qui enregistrent une hausse de 12,2%.

en hausse de 16,7% et les fruits qui enregistrent une hausse de 14,2%.

Les produits non alimentaires qui ont contribué à la hausse de cette inflation sont essentiellement le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles, les transports, les restaurants et les hôtels qui sont en hausse respectivement de 20,6%, 11,2% et 24,6%.

L'inflation en glissement annuel en juillet 2026 s'établit à +8,7% contre +9,9% en juin 2026 et est due aux prix des produits alimentaires qui enregistrent une hausse de 2,8% et les produits non alimentaires en hausse de 17,0%.

Les consommateurs déplorent que le coût de la vie reste élevé

Malgré cette baisse de l'inflation évoquée par l'INSBu, les consommateurs déplorent que le coût de la vie reste élevé pour plusieurs raisons.

Les loyers ne cessent d'augmenter. Une maison de deux chambres et salon se loue à un montant qui varie entre 400 000 FBu et 500 000 FBu dans les zones telles que Cibitoke, Musaga, Kanyosha, etc.

C'est de même pour l'accès aux soins de santé. Seule la consultation nécessite un montant de 30 000 FBu dans certaines structures de soins de santé.

Se déplacer actuellement est devenu un casse-tête. La majorité des gens se déplacent à pied suite au manque de moyens financiers pour se payer un taxi.

Pour les passagers qui se dirigent vers l'intérieur du pays, le ticket aller et retour est estimé à plus de 60 000 FBu pour le trajet Bujumbura-Muyinga, Bujumbura-Cankuzo, Bujumbura-Kirundo.

De plus, l'accès aux matériaux de construction n'est pas à la portée de toutes les bourses. Ce qui fait qu'actuellement construire une maison n'est pas chose facile.

Le pire est le coût élevé des produits de la société Brarudi. Selon Jean Claude Ninziza, habitant la zone Ngagara, c'est la raison pour laquelle la majorité des gens s'adonnent à la consommation des boissons fortement alcoolisées telles que Kik, Snap, Black etc.

Selon lui, la raison à cela est que le coût de ces boissons est jugé bas par rapport à celui des produits de la Brarudi. Une autre raison est

que le consommateur n'en achète pas beaucoup, car elles sont très alcoolisées.

Notons que l'inflation au Burundi a atteint un niveau record estimé à plus de 45% ces derniers jours et que les critères de convergence macro-économique fixent à 8% le plafond du niveau d'inflation.

Jean Marie Vianney Niyongabo

BurundiEco

Media - Event - Marketing

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 19 Juin 2026		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2970	3018
Euro	3392	3447
Shi. Kenyan	22.9427	23.3128
Shi. Tanzanien	1.1295	1.1477
Shi. Ougandais	0.8135	0.8266
Fr Rwandais	2.0137	2.0462

2

Site web : www.burundi-eco.com / Facebook : Journal Burundi-ECO / Twitter : @BurundiEco

Burundi Eco

Quand le tourisme burundais peine à porter ses fruits

Au moment où le tourisme est devenu un secteur incontournable pour le développement des pays, il reste encore un long chemin à faire pour le Burundi. Des défis liés au cadre légal, et que d'autres liés aux services n'arrangent pas les investisseurs dans ce secteur. Ils ont été pointés du doigt par le Président de la République lors d'une réunion avec les cadres du ministère en charge du tourisme.

Le tourisme burundais peine à devenir un véritable levier d'une croissance économique au service d'un Burundi, pays émergent en 2040 et d'un pays développé en 2060 comme le souhaitent les états généraux du tourisme au Burundi, édition 2024. Ce secteur est hanté par de nombreux défis, pourtant suffisamment identifiés lors de différentes activités consacrées au développement du pays telles que les forums nationaux sur le développement ou les états généraux du tourisme au Burundi. L'organisation de ces activités montre à quel point ce secteur est jugé crucial pour le développement du pays. Des réponses aux différents défis existants ont également été proposées. Néanmoins, leur mise en application semble tarder à suivre.

Parmi les défis identifiés figure celui lié au cadre légal et réglementaire,



La plupart des sites touristiques sont gérés par l'OBPE et que seuls quelques-uns le sont par les agents du ministère en charge du tourisme.

le secteur touristique faisant face à un chevauchement observé entre différents ministères. « C'est dommage de voir les touristes accueillis tantôt par les agents du ministère en charge de l'environnement, tantôt par ceux du ministère en charge de la

culture, etc. De plus, certains sites touristiques sont gérés par l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE), d'autres par l'administration... », déplore M. Jacques Bigirimana, Directeur Général du Tourisme.

Le chef de l'Etat a fait le même constat le 14 août 2026 lors d'une réunion avec les cadres et agents du ministère en charge du tourisme. Il a rappelé que la plupart des sites touristiques sont gérés par l'OBPE et que seuls quelques-uns le sont par les agents du ministère

en charge du tourisme. A cause de ce chevauchement, plusieurs sites touristiques ne respectent pas les normes en la matière.

Un secteur hôtelier peu développé

Lors de cette même réunion, le chef de l'Etat a également regretté les difficultés que rencontrent ceux qui souhaitent investir dans le secteur hôtelier. Il déplore le fait que certains investisseurs arrivent avec des projets de construction de grands hôtels, mais qui manquent d'espaces suffisants pour les réaliser et finissent par bâtir sur des parcelles très réduites. A titre d'exemple, il a évoqué le cas d'un hôtel de douze niveaux récemment construit sur une superficie de seulement onze ares dans la commune de Mukaza à Bujumbura.

Il estime que les services en charge du tourisme devraient plutôt rechercher des promoteurs porteurs de grands projets et leur indiquer des emplacements appropriés. Il regrette par ailleurs que ceux qui souhaitent investir dans ce secteur se voient parfois réclamer de nombreux pots-de-vin. Ce qui les pousse finalement à renoncer à leurs projets.

Florence Inyabuntu

GOUVERNANCE

Culture du thé : La chute continue

La production du thé, l'une des rares cultures d'exportation qui génèrent des devises pour le pays, continue à décroître. La production de la feuille verte a diminué cette année de 2,3 % comparativement à l'année dernière. Au banc des accusés : le manque de main-d'œuvre pour la cueillette et le manque de fertilisants. Des stratégies adéquates pour redynamiser cette culture sont plus que nécessaires.

La production de thé sous forme de feuilles vertes a diminué de 2,3 % par rapport à l'année passée. Cette production s'est élevée à 4 241 tonnes alors qu'elle était de 4 338,4 tonnes l'année précédente. Cela ressort du rapport des députés membres de la commission permanente des comptes publics et des finances, des affaires économiques et de la planification sur les résultats des visites qu'ils ont effectuées auprès de la population pour se rendre compte de l'état des lieux des cultures d'exportation.

Les principales causes avancées pour expliquer cette diminution sont, entre autres, le manque de main-d'œuvre pour la cueillette du thé et la pénurie d'engrais.

Comme l'ont annoncé ces députés, cela résulte du désintérêt de la population par rapport à cette culture dite d'exportation, mais qui génère moins de revenus comparativement à d'autres cultures vivrières. Comme ils l'ont expliqué, un kilo de feuilles de thé s'achète à 500 FBu. Celui qui le cueille est payé 200 FBu par kilo. Des frais dérisoires alors qu'on dépense beaucoup de temps pour cueillir ne fût-ce qu'un kilo. Ce sont ces calculs



La production de thé sous forme de feuilles vertes a diminué de 2,3% par rapport à l'année passée.

que les gens font, trouvant qu'il vaut mieux faire autre chose de plus rentable que de cueillir le thé pour presque rien.

Une culture trop exigeante, mais qui ne paie pas

François Gahungu de la commune Matongo dans la province Butanyerera cultive le thé depuis 1972. Selon lui, la théiculture est devenue un gouffre financier. « Pour chaque kilo de feuilles de thé vendu à 500 FBu, je dois verser 250 FBu au cueilleur. Il ne me reste que 250 FBu pour l'entretien et les autres frais. Au final, je travaille à perte », regrette-t-il.

Comme l'explique sa voisine Agathe, le thé est une culture exigeante dès le semis jusqu'à la cueillette. Pour essayer d'économiser, elle a envisagé de faire participer ses enfants à la cueillette. Ce qui n'était pas possible car cela prend beaucoup de temps. Elle a donc décidé de le faire elle-même et d'engager quelques cueilleurs en guise de coup de main. « On passe la journée à cueillir les feuilles de thé sous la pluie pour rentrer à 20 h. Et au final, tu te rends compte que pendant tout ce temps tu n'as cueilli qu'une dizaine de kilos », explique-t-elle. Ce qui veut dire que pendant ce temps, un cueilleur ne gagne qu'autour de 2 000 FBu alors qu'un journalier dans l'agriculture touche

environ 10 000 FBu du matin à midi. Ce qui désintéresse fortement les cueilleurs de thé.

Le manque de fertilisants, un autre problème

La culture du thé est aussi hantée par le manque de fertilisants. Les engrais sont souvent distribués tardivement ou sont totalement absents comme le regrette ces théiculteurs. Cela impacte la qualité et la quantité des récoltes.

« Nous produisons un thé de mauvaise qualité par manque d'engrais. Là où on récoltait 50 kg, on n'en tire plus que 5 kg. Le reste est jeté, car l'usine le refuse », nous

a fait savoir Côme Nyabenda, de la commune Matongo en province Butanyerera.

François Gahungu témoigne lui aussi de la baisse drastique des rendements due aux problèmes de fertilisation. Comme il l'indique, à cause de ces problèmes de fertilisation, sa production a chuté de plus de la moitié. Ces théiculteurs demandent que tout soit mis en œuvre pour éviter de nouvelles ruptures et redynamiser cette culture.

Florence Inyabuntu

Bujumbura : les fournitures scolaires déjà au cœur des dépenses

A l'approche de la rentrée scolaire 2026-2027, prévue en septembre, les préparatifs s'intensifient. Dans le centre-ville de Bujumbura, les parents se ruent vers les points de vente des fournitures scolaires, notamment à proximité des parkings de bus. Entre cahiers, uniformes, cartables et autres matériels, les prix constituent déjà une préoccupation pour certains ménages.

Quelques semaines de la rentrée scolaire, l'achat des fournitures scolaires anime le commerce dans le centre-ville de Bujumbura. Près des parkings de bus, vendeurs et acheteurs se côtoient quotidiennement. L'affluence est particulièrement importante du côté des parents venus chercher les différents matériels scolaires nécessaires à la scolarisation de leurs enfants.

Le 20 août 2026, une visite effectuée dans cette zone commerciale a permis de constater la diversité des fournitures disponibles et les prix pratiqués. Les cahiers figurent parmi les articles les plus recherchés. Un cahier de 100 feuilles coûte entre 2500 et 3500 BIF, tandis que celui de 60 feuilles se vend entre 1500 et 2300 BIF. Pour un cahier de 48 feuilles, il faut déboursier entre 1300 et 1800 BIF.

D'autres petits matériels sont également disponibles. Une latte coûte environ 1000 BIF et un stylo entre 500 et 1000 BIF. La boîte mathématique est vendue à 4000



Les prix des matériels scolaires sont élevés mais les parents n'ont pas de choix, ils doivent les acheter pour leurs enfants.

BIF, tandis qu'une couverture pouvant couvrir 8 cahiers coûte 2000 BIF.

Les niformes et les cartables alourdissent la facture

Au-delà des cahiers et des petits accessoires, les parents doivent également prévoir des sommes plus importantes pour l'achat des uniformes et des cartables.

L'uniforme kaki coûte entre 25000 et 40000 BIF, selon les vendeurs et les modèles proposés.

Le cartable représente l'une des dépenses les plus importantes. Son prix varie entre 35000 et 80000 BIF. Quant au registre, généralement utilisé pour certains besoins scolaires ou administratifs, il se vend entre 15000 et 20000 BIF.

Face à ces dépenses, certains parents rencontrés estiment

que les prix de ces fournitures scolaires sont devenus prohibitifs. D'autres reconnaissent que, malgré les prix élevés, leur achat reste incontournable. « Les enfants doivent aller à l'école et nous devons leur acheter le nécessaire », résumant plusieurs parents.

A l'approche de la rentrée scolaire, les familles doivent ainsi composer avec une facture scolaire qui dépend du niveau d'étude, du nombre d'enfants et de la

quantité de fournitures exigées. Pour les ménages ayant plusieurs enfants scolarisés, l'ensemble de ces dépenses peut rapidement représenter une charge importante. La rentrée scolaire s'annonce donc comme une période où les parents devront particulièrement surveiller leurs dépenses afin de répondre aux besoins scolaires de leurs enfants.

Gilbert Nkurunziza

SOCIETE

Bujumbura

Quand la pénurie d'eau s'installe dans le quotidien des ménages

Dans plusieurs quartiers de Bujumbura, l'accès à l'eau potable demeure une préoccupation majeure. Certains ménages ne reçoivent l'eau de la REGIDESO qu'un jour par semaine, tandis que d'autres doivent attendre plusieurs jours voire davantage. Face à cette situation, les habitants recourent au stockage de l'eau, aux robinets publics ou aux services de livraison d'eau, souvent à des coûts élevés. La REGIDESO annonce toutefois des améliorations grâce au Projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement (PAEPA).



La pénurie d'eau touche la grande partie des quartiers de Bujumbura. Les robinets où l'eau coule tous les jours sont rares.

Mais cette réserve s'épuise rapidement, notamment à cause des besoins domestiques. « L'eau est surtout consommée pour les toilettes, la lessive et la vaisselle. Après cette période, les membres de la famille doivent aller chercher de l'eau à l'extérieur de la maison et faire la queue pendant plusieurs heures devant des robinets publics. C'est la période la plus stressante, jusqu'à ce que l'eau de la REGIDESO revienne dans nos robinets privés », déplore-t-elle.

La situation n'est pas propre à Carama. A Kinama, dans le quartier Ruyigi, Vestine Niyonzima fait également face à des difficultés

d'approvisionnement en eau. « L'eau potable est quelque chose qui nous préoccupe. Elle est difficile à trouver. Lorsqu'elle arrive, c'est souvent au milieu de la nuit. Les personnes qui ne disposent pas de robinets à domicile sont obligées d'aller faire la queue devant les robinets publics, surtout les femmes. Imaginez cela à 2h ou 3h du matin alors que la nuit n'est pas toujours sûre », raconte cette jeune femme.

Quand l'eau devient une dépense supplémentaire

La pénurie d'eau contraint également certains ménages à acheter de l'eau

ou à payer des personnes chargées de l'approvisionner. Une charge financière qui s'ajoute aux dépenses quotidiennes des familles.

« Quand il n'y a plus d'eau dans ma maison, je dépense au moins 10 000 BIF par jour pour engager une personne qui va chercher de l'eau et me l'amener », confie un habitant de Carama. Dans plusieurs quartiers, le prix d'un bidon de 20 litres d'eau est généralement d'environ 1 000 BIF. Pour les ménages qui doivent acheter plusieurs bidons d'eau par jour, la facture peut rapidement devenir importante.

Cette situation a également favorisé le développement d'une activité de livraison d'eau à domicile. Dans les rues de Bujumbura, il est fréquent d'apercevoir des taxis-vélos transportant plusieurs bidons d'eau, parfois entre six et dix à la fois. Ces livreurs répondent à la demande des ménages confrontés au manque d'eau.

Pour certains conducteurs de taxi-vélo, cette activité est même devenue plus rentable que le transport habituel des passagers pendant les périodes de pénurie d'eau. « Je peux travailler pour quatre ou cinq ménages, voire plus, par jour et livrer au moins 50 bidons. Cela représente environ 50 000 BIF de revenus », témoigne Jean Claude, un taxi-vélo rencontré à Kinama, dans le quartier Kanga.

La REGIDESO mise sur le projet PAEPA

La REGIDESO reconnaît les

difficultés d'approvisionnement en eau auxquelles sont confrontés les habitants de Bujumbura. Lors d'une conférence de presse tenue le 19 août 2026, son directeur général, Jean Albert Manigomba, a indiqué que des améliorations sont attendues grâce au Projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement (PAEPA).

Selon lui, ce projet prévoit notamment le renouvellement de certains équipements vieillissants utilisés dans le système d'approvisionnement en eau, notamment les pompes et les transformateurs. Le dispositif de traitement et de purification de l'eau provenant du lac Tanganyika doit également être amélioré. L'objectif annoncé est d'augmenter de 30 % la quantité d'eau produite à partir du lac Tanganyika. Les travaux devraient durer environ six mois.

En attendant la mise en œuvre de ces améliorations, les ménages continuent de s'adapter à une situation qui perturbe fortement leur quotidien. Pour de nombreuses familles, disposer d'une quantité suffisante d'eau reste ainsi une question d'organisation, mais aussi une dépense supplémentaire et, dans certains cas, une source d'inquiétude liée à la sécurité des personnes contraintes à chercher de l'eau pendant la nuit.

Gilbert Nkurunziza

Secteur minier : entre opacité, résistances et enjeux nationaux

La Présidence de la République du Burundi dénonce le fait que la richesse du sous-sol peine à profiter pleinement au pays, dans un contexte marqué par des pratiques jugées opaques. Malgré ces difficultés, les ressources minières doivent contribuer davantage à la prospérité du pays.

Selon Général Major Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, le secteur minier est devenu le domaine d'un groupe de personnes, une situation que le ministère en charge des mines accepterait ainsi. Il l'a déclaré le 14 août 2026, lors d'une réunion avec les hauts cadres du ministère des Ressources Minières, Energétiques, de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme consacrée à l'évaluation des performances dudit ministère.

Pour lui, il semble que le ministère en charge des mines attribue les droits miniers à qui il veut et les refuse à qui il veut sur la base d'arrangements conclus entre les parties, tandis que le Trésor public ne bénéficie pratiquement pas des revenus issus de cette activité.

M. Ndayishimiye affirme que les difficultés rencontrées lors de l'élaboration du nouveau Code minier en constituent une



L'octroi d'une autorisation d'exploitation minière doit se faire par décret.

illustration. Il rappelle avoir eu des désaccords avec le ministère à cette occasion.

« Aujourd'hui encore, j'ai l'impression que nous sommes toujours en confrontation. Quelqu'un peut même vous prendre à partie et vous dire que l'Etat burundais n'est pas autorisé à exploiter les minerais », déplore-t-il.

Le Président de la République du Burundi affirme par ailleurs que le ministère en charge des mines et l'Office burundais des mines (OBM) délivrent des autorisations d'exploitation minière.

« Les personnes qui exploitent actuellement les minerais sur la base d'autorisations délivrées par le ministère et l'OBM sont nombreuses. Pourtant, le texte précise clairement que l'octroi d'une autorisation d'exploitation minière doit se faire par décret », précise-t-il.

M. Ndayishimiye estime ainsi qu'il existe une résistance au sein du ministère, particulièrement dans le secteur minier. Il cite notamment l'article 7 du code minier qui prévoit, selon lui, que toute activité minière doit, dans tous les cas, prévoir un partage de la production.

Et de marteler : « Ce ne sont pas les acteurs privés qui apportent des complications, c'est vous-mêmes qui les créez. Un investisseur peut créer une industrie, devenir exploitant minier et commercialiser ensuite les minerais sans que le ministère en soit au courant ? »

Le chef de l'Etat évoque également le cas d'investisseurs qui importeraient des machines destinées à l'exploitation minière alors qu'ils ne disposent pas encore des autorisations nécessaires.

Pour le Président de la République du Burundi, les ressources minières doivent toutefois contribuer davantage à la prospérité du pays. Il souhaite notamment que le ministère en charge des mines contribue à hauteur de 50 % au budget national.

Un sous-sol riche, des défis persistants

D'après la politique minière du Burundi, les recherches géologiques et minières menées entre 1969 et 1986 ont permis de découvrir des indices de diverses minéralisations et de certains combustibles fossiles.

Ces recherches ont notamment mis en évidence des minéralisations métalliques telles que le nickel latéritique et sulfuré, les éléments du groupe du platine (EGP), les terres rares, le fer-titane-vanadium,

l'or, la cassitérite, la colombo-tantalite et le wolframite.

Des minéralisations non métalliques ont également été identifiées, notamment les phosphates, la carbonatite, le kaolin, le quartzite, le feldspath et le calcaire. A cela s'ajoutent des indices d'hydrocarbures, des gisements de tourbe et des sources hydrothermales.

Le document indique que certaines de ces ressources ont fait l'objet d'évaluations plus approfondies. Il s'agit notamment du nickel, des terres rares, de l'or, du fer-titane-vanadium, de la colombo-tantalite et des minerais associés, des phosphates, de la carbonatite, du kaolin, du calcaire, de la tourbe, du quartzite et des feldspaths.

Malgré ce potentiel, le secteur minier fait face à plusieurs contraintes majeures, notamment une base de données géologiques et minières incomplète, la prédominance de l'exploitation artisanale des mines et carrières, le manque de ressources humaines qualifiées en nombre suffisant, l'insuffisance des moyens de contrôle de la production, l'exportation des minerais bruts ou faiblement transformés et les difficultés liées à la gestion des revenus issus du secteur minier.

Mélance Maniragaba

ECONOMIE

L'inclusion des élèves à besoins spécifiques : une réalité

La présence des élèves à besoins spécifiques dans le milieu scolaire, souvent appelés élèves à besoins éducatifs particuliers et celle des élèves en situation de grande vulnérabilité, entre autres les élèves Batwa et les élèves albinos est aujourd'hui une réalité. Les chiffres de l'année scolaire 2024-2025 en témoignent. Cette évolution constitue un signe encourageant pour ces enfants qui font face à de multiples formes de discrimination et d'exclusion sociale et qui, trop souvent, n'ont pas la possibilité d'accéder à l'école.

À la veille de la rentrée scolaire 2026-2027, un regard particulier est porté sur les enfants à besoins spécifiques et ceux en situation de grande vulnérabilité, souvent stigmatisés et sur leurs parents afin de leur rappeler que leur situation n'est pas une fatalité. La fréquentation de l'école est un droit et une possibilité pour tous les enfants, au même titre que les autres.

Selon le rapport sur les élèves à besoins spécifiques, édition 2024-2025, à l'échelle nationale, le nombre total d'élèves vivant avec un handicap s'élève à 10 396, dont 5 441 filles. Le rapport indique que les filles représentent plus de la moitié de l'effectif total. Toutefois, leur proportion varie selon les Directions provinciales de l'Enseignement (DPE) et les niveaux d'enseignement.

Le rapport indique également que le secteur fondamental concentre la grande majorité des élèves vivant avec un handicap avec 9 033 élèves, dont 4 471 filles.



Avec l'année scolaire 2024-2025, le nombre total d'élèves vivant avec un handicap s'élève à 10 396, dont 5 441 filles.

D'après le même rapport, le préscolaire compte 377 élèves, parmi lesquels 180 filles. Ce qui témoigne d'une présence relativement importante des filles à ce niveau.

Des effectifs faibles dans le post-fondamental technique

Le rapport sur les élèves à besoins spécifiques, édition 2024-2025, révèle que les effectifs vivant avec un handicap sont nettement plus faibles dans les filières du post-fondamental technique, avec 235 élèves, et du post-fondamental général et pédagogique, avec 751 élèves. Cette situation traduit une faible intégration des élèves vivant avec un handicap dans les filières de formation professionnelle et au-delà du cycle fondamental.

Les DPE de Karuzi (1 886 élèves) et de Makamba (929 élèves) enregistrent les effectifs les plus élevés d'élèves vivant avec un handicap.

Les DPE de Bubanza (886 élèves) et de la Mairie de Bujumbura (844 élèves) présentent également des effectifs importants.

Par contre, les DPE de Bururi (112 élèves), de Mwaro (191 élèves) et de Kayanza (225 élèves) affichent les effectifs les plus faibles.

Les filles représentées moins dans certains niveaux

Le rapport relève que les filles sont relativement bien représentées dans le post-fondamental général et pédagogique. Toutefois, leur

proportion tend à diminuer dans certains secteurs, notamment au post-fondamental technique (PFT) et au préscolaire.

Pour ce rapport, cette tendance pourrait s'expliquer par l'existence des contraintes spécifiques qui entravent la poursuite de la scolarité des filles vivant avec un handicap, notamment les barrières sociales, économiques et infrastructurelles.

Par ailleurs, la forte concentration des élèves vivant avec un handicap au niveau fondamental montre que ce secteur constitue le principal cadre de scolarisation inclusive.

Le rapport souligne ainsi la nécessité de renforcer l'orientation scolaire, l'accessibilité des infrastructures et l'accompagnement spécifique des élèves vivant avec un handicap en

général et des filles en particulier afin de leur permettre de poursuivre leur parcours scolaire et de bénéficier des mêmes chances que les autres enfants.

Des situations de handicap diverses

Parmi les principaux types de handicap identifiés figurent l'infirmité motrice cérébrale (IMC) et la déficience mentale avec 82 élèves. Il s'agit de l'une des catégories les plus représentées avec une forte concentration dans certaines communes, notamment à Gisuru dans la DPE de Ruyigi.

Les élèves albinos recensés sont au nombre de 81. Leur présence relativement importante au niveau préscolaire pourrait témoigner d'une meilleure identification et d'une scolarisation plus précoce de ces enfants.

Les élèves vivant avec un handicap moteur sont au nombre de 61, répartis dans plusieurs DPE, généralement avec de faibles effectifs par commune.

Le rapport recense également 48 élèves dans la catégorie « autres handicaps », traduisant une diversité de situations qui ne sont pas précisément catégorisées.

Les sourds-muets et les muets sont respectivement au nombre de 32 et 18 élèves. Ces effectifs soulignent l'importance de renforcer les interventions précoces en matière de communication et de langage.

D'autres catégories sont moins représentées, notamment 26 élèves sourds, 21 malvoyants, 12 aveugles, 6 malentendants et 8 élèves albinos auxquels s'ajoutent d'autres catégories combinées.

Mélance Maniragaba



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES**

